DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL COMMUNE DE FAUGERES

SEANCE DU 4 JUIN 2013

L'an 2013 et le 4 juin à 20h30, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. PALADEL Christian, Maire.

Présents : PALADEL Christian, PASCAL Jean, TALAGRAND Eric, AUDIBERT Odile, DESCHANEL André, GUARNER Marie-France, POUDEVIGNE Danielle, BLACHERE Marie-Louise,
Excusés : BOYER Paul, OZIOL Marie-Thérèse,
Absent : LEYDIER Henri,
Secrétaire de séance : PASCAL Jean.

Objet : **CHARTRE PNR 2013-2025**

Le Parc naturel régional des Monts d'Ardèche doit procéder à la révision de sa charte. Classé pour une durée de 10 ans à compter du 21 avril 2001, le Parc naturel régional des monts d'Ardèche a obtenu une prorogation de classement de deux années en application de l'article L 4333-1 du Code de l'environnement, prolongeant ainsi son classement jusqu'au 21 avril 2013.

Pour que son classement soit renouvelé, le Parc doit procéder à la révision de sa charte.

Le projet de charte révisée, constitué d'un rapport et d'un plan du Parc, a été soumis à une enquête publique du 19 novembre 2012 au 21 décembre 2012 inclus, conformément à l'article R333-6.1 du code de l'environnement, et modifié pour tenir compte des conclusions de la Commission d'enquête.

L'ensemble des documents constitutifs du projet de charte révisée (rapport, plan, statuts du syndicat mixte du Parc, budget de fonctionnement prévisionnel du syndicat mixte du Parc à trois ans, programme d'actions prévisionnel à trois ans, organisation de l'équipe technique) a été mis à disposition des Conseillers municipaux.

Il précise que l'adhésion des collectivités locales au syndicat mixte du Parc n'emporte pas de transfert de compétence car ce dernier est doté de compétences de droit qui lui sont dévolues par la loi (code de l'environnement). Dès lors, le fait qu'une Commune soit membre d'une structure intercommunale n'interdit pas à cette dernière d'adhérer également et à son tour au syndicat mixte du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche.

La communauté de communes du Pays Beaume-Drobie a, par délibération en date du 30 mai 2013, décidée d'approuver la charte et d'adhérer au syndicat mixte du Parc, permettant ainsi aux communes de son territoire d'être saisies pour le même objet.

Le projet de charte révisée sera ensuite soumis à l'approbation des Conseils régionaux de Rhône-Alpes et Auvergne, chargés de présenter la demande de renouvellement de classement pour 12 ans au Ministre de l'Écologie et du Développement Durable. Ensuite, avant la signature officialisant la labellisation de notre territoire en Parc naturel régional, la charte recevra un avis des différents Ministères concernés.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité (6 pour, 2 abstentions) :

- d'approuver sans réserve la charte révisée du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche,
- d'approuver le projet de statuts du syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional des

monts d'Ardèche,

- de confirmer son adhésion au syndicat mixte du Parc naturel régional des monts d'Ardèche,
- de donner son accord à l'adhésion de la Communauté de communes du Pays Beaume-Drobie (dont la Commune est membre) au syndicat mixte du Parc naturel régional des monts d'Ardèche,
- d'autoriser le Maire à accomplir toutes les démarches de nature à exécuter la présente délibération.

Objet : **COMPOSITION CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le Maire fait part de la saisine de la Présidente de la Communauté de Communes du Pays Beaume-Drobie relative aux modifications de la composition du conseil communautaire et du bureau de ladite collectivité engagée par délibération du conseil communautaire en date du 28 mars 2013.

Il donne lecture de cette délibération qui porte sur la modification des articles 6 et 7 de la Communauté de Communes, à savoir le conseil communautaire et le bureau ainsi que l'annexe 3 des statuts.

Le conseil municipal est donc appelé à se prononcer sur les propositions relatives à ces articles et annexe des statuts de la Communauté de Communes.

Après en avoir débattu,

Le conseil municipal

Se prononce favorablement, à la majorité (7 voix pour, 1 voix contre) pour la proposition de modification de la composition du conseil communautaire et du bureau telle que proposée par le conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Beaume-Drobie.

Communes	Pop INSEE 2010	Répartition des sièges (délégués titulaires)	Répartition des sièges (délégués suppléants)
Lablachère	1860	7	0
Joyeuse	1657	7	0
Rosières	1145	4	0
Payzac	525	2	0
Valgorge	472	2	0
Chandolas	469	2	0
Ribes	272	2	0
St Genest	265	2	0
Rocles	241	2	0
Vernon	220	2	0
Beaumont	212	1	1
Laboule	147	1	1
* Sablières	142	1	1
Planzolles	137	1	1
St André Lachamp	133	1	1
St Mélanie	128	1	1
Faugères	97	1	1
Dompnac	81	1	1
Loubaresse	32	1	1
TOTAL	8235	41	9

Objet : MODIFICATION STATUTS CDC DU PAYS BEAUME-DROBIE

Le maire fait part de la saisine de la Présidente de la Communauté de Communes du Pays Beaume-Drobie relative aux modifications des statuts de ladite collectivité engagée par délibération du conseil communautaire en date du 28 mars 2013.

Il donne lecture de cette délibération qui porte sur la modification des articles 3, 8 et 11 de la Communauté de Communes, à savoir les compétences, les ressources et le conventionnement ainsi que sur les annexes 2 et 4. Le conseil municipal est donc appelé à se prononcer sur les propositions relatives à ces articles et annexes des statuts de la Communauté de Communes.

Le maire présente dans le détail les modifications proposées, en distinguant ce qui relève d'une réécriture des compétences déjà attribuées des propositions de compétences nouvelles. Il demande ensuite au conseil municipal s'il souhaite procéder par vote global ou de manière spécifique sur certains points. Après en avoir débattu, le conseil municipal demande à ce qu'un vote distinct soit effectué pour les prises de compétences nouvelles.

Il en ressort les votes favorables, à l'unanimité, pour les points suivants :

- *Plan pastoral du Tanargue* ;
- *Programme local de l'agriculture* ;
- *Événementiel économique – salon gourmand et artisanal* ;
- *Participation au site de proximité Sud-Ardèche* ;
- *Pépinières d'entreprises - « Faisceau sud » au Teil* ;
- *Elaboration, évaluation et révision de la charte du PNR des Monts d'Ardèche,*

Il en ressort également un vote défavorable, à l'unanimité, – par 5 contre et 3 abstentions – pour le point suivant :

- *Soutien à l'organisation d'événementiels culturels (...) portés par « l'Art Scène » et « Labeaume en musique ».*

Il en ressort enfin un vote favorable, à l'unanimité, pour l'ensemble des dispositions proposées à l'exception donc de la compétence culturelle telle que proposée.

Objet : PROJET CASERNE SAPEURS-POMPIERS

Le Maire fait part de la saisine du président du Service départemental d'incendie et de secours relative à la mise en place d'un centre de secours mutualisé sur le secteur Lablachère/Joyeuse.

Il indique que plusieurs solutions ont été étudiées mais leur réalisation se heurte toutefois au problème du financement. En effet, en dernier recours, le président du SDIS fait valoir un montant plafond de prise en charge par son service limité à 65 % du coût de l'agrandissement de la caserne de Joyeuse (environ 300,000 €), ce qui ramène cette participation à environ 25 % dans le cas d'une construction nouvelle à Lablachère. De plus, les communes ayant contribué à la construction de la caserne de Joyeuse se positionne sur la même ligne, à savoir une contribution à hauteur de 35 % de l'agrandissement proratisée par commune, générant une surcharge importante pour les communes du secteur de Lablachère dans le cas d'une construction nouvelle.

Face à cet enjeu qui se traduirait par une participation de la commune de Faugères 9,5 fois supérieure dans le cas d'une construction nouvelle par rapport à l'agrandissement projeté, le maire fait part de son interrogation sur le bien-fondé de l'avis à émettre.

Après en avoir débattu, le conseil municipal, à l'unanimité, constate l'absence d'un véritable choix réaliste alternatif à l'agrandissement de la caserne de Joyeuse. Dans ce contexte, il se prononce donc par défaut pour la solution « agrandissement » et demande que la répartition financière entre les communes soit établie sur la base de la population Insee.

Objet : APPLICATION DU REGIME FORESTIER A DES PARCELLES FORESTIERES PROPRIETE DE LA COMMUNE DE FAUGERES

Le Maire expose au conseil municipal que la commune est propriétaire d'une châtaigneraie située au lieu-dit Champroux pour une surface totale de 102 754 m². Ces parcelles constituent aujourd'hui un massif forestier.

Afin de préserver et valoriser ce patrimoine commun, il serait judicieux d'y appliquer désormais une gestion durable au profit de la commune. La commune souhaite que cette gestion soit essentiellement orientée vers la production forestière.

Les services de l'Office National des Forêts ont procédé à une étude de la situation foncière des terrains boisés ou susceptibles de l'être, appartenant à la commune qui souhaite leur mise en valeur en confiant leur gestion à l'Office National des Forêts.

Pour cela, la commune voudrait bénéficier d'un arrêté d'application du Régime Forestier pour les parcelles dont la liste figure ci-après :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré autorise à l'unanimité le Maire à demander la prise de cet arrêté préfectoral sous réserve de la prise en compte de la requête suivante : pouvoir déroger du régime forestier pour un autre usage si celui-ci se concrétise (centrale solaire au sol) à minima une surface de 3 hectares sur la partie haute et plane de la parcelle.

Territoire communal	Section cadastrale	N° parcelle	Lieu-dit	Contenance		
				Ha	a	ca
Faugères	C	1	Champroux	87	30	
Faugères	C	7	Champroux	8	62	35
Faugères	C	12	Champroux	43	66	
Planzolles	D	45	Champroux	34	23	
			TOTAL	10	27	54

Objet : **EXTENSION RESEAU FRANCE TELECOM BAVANCEL**

Le Maire présente le projet d'extension du réseau de France Télécom dans le cadre des travaux d'extension du réseau de distribution d'électricité afin de desservir la parcelle AB 1332 à Bavancel.

Après obtention par un administré d'un permis de construire sur cette parcelle, pour une maison d'habitation, le Maire propose de signer une convention avec SDE 07, maître d'ouvrage unique des opérations de mise en œuvre d'une réservation pour l'installation d'un génie civil de communications électroniques.

Après discussion, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise le Maire a signé la convention temporaire de maîtrise d'ouvrage par le SDE07 et s'engage financièrement sur le montant estimé de l'enveloppe prévisionnelle à savoir 1 995.83€. TTC

Objet : **TRAVAUX SUR CHEMIN RURAL**

Dans le cadre de l'instruction du permis de construire N° 007 088 12 D0002 de Mr ROUVIER Alain le conseil Municipal s'est prononcé à plusieurs reprises favorablement à ce que le pétitionnaire utilise comme voie d'accès principale à son projet, la calade reliant la Croix Taillée à la route du Travers.

Le permis de construire d'un ensemble de bâtiments destinés à l'accès touristique a été attribué le 21 mai 2013. Il y a lieu de valider l'engagement du Conseil municipal concernant la voirie d'accès.

Après discussion, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise le pétitionnaire à engager des travaux sur la dite voie en réalisant un empiérement et un goudronnage de finition de type bicouche.

Les travaux sur une longueur de 100 mètres linéaires environ devront être réalisés de façon à permettre un écoulement régulier des eaux pluviales vers l'exutoire existant entre les parcelles AB 865 et AB 864.

Le Conseil Municipal demande également que soit pris en compte entre les parcelles AB 422 et AB 865 la continuité de cette calade rénovée avec celle qui se poursuit sur Chavèche Haut vers la voie communale n° 2

Objet : DETERMINATION DES TAUX DE PROMOTION POUR LES AVANCEMENTS A L'ECHELON SPECIAL DE LA CATEGORIE C

Le Maire rappelle à l'assemblée que l'article 78-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (créé par les dispositions de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012), dispose que les statuts particuliers peuvent prévoir pour certains grades des échelons spéciaux. Le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être promu à cet échelon spécial est déterminé par un taux appliqué à l'effectif des agents remplissant les condition d'avancement.

Il appartient ainsi à chaque assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité Technique Paritaire, le taux pour chacun des grades concernés. Il peut varier entre 0% et 100%.

Cette modalité concerne les grades relevant de l'échelle 6 de rémunération de 9 statuts particuliers de la catégorie C, hors filière technique.

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relative à la fonction publique;

Vu le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 modifié portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;

Vu le décret n° 2012-552 du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du Comité technique paritaire

Le Maire propose à l'assemblée de fixer les ratios d'avancement à l'échelon spécial pour la collectivité comme suit :

- Adjoint administratif principal de 1^{er} classe : Taux 100% - Observations : très favorable

Le conseil Municipal après en avoir délibéré

Décide d'adopter à l'unanimité les rations ainsi proposés

Déclare qu'ils ne pourront être pris en compte qu'après avis favorable du CTP.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que ci-dessus et ont signé au registre tous les membres présents.